

Après la guerre en Irak : retour à nos problèmes helvétiques

Autor(en): **Brunner, Dominique**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **148 (2003)**

Heft 10

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-347182>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Après la guerre en Irak

Retour à nos problèmes helvétiques

A l'automne 2002, on pouvait prévoir qu'une expédition militaire visant la chute du régime totalitaire irakien – qui s'était maintenu au pouvoir durant plus de vingt-cinq ans et avait déclenché deux crises internationales majeures – susciterait une vague de protestations en Europe et notamment en Suisse.

■ Col EMG Dominique Brunner

Il suffit de se rappeler la polémique qu'avaient déclenché les décisions de la communauté internationale par l'intermédiaire des Nations unies en 1990 et 1991, condamnant l'invasion du Koweït par l'Irak et, face au refus de l'agresseur d'abandonner sa proie, la menace de sanctions militaires, qui prirent la forme de l'opération «TEMPÊTE DU DÉSERT». J'avais écrit à l'époque que «ceux qui protestent aujourd'hui s'insurgent en fait contre l'ONU, contre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et contre les décisions de gouvernements élus démocratiquement (...)».

Si les Anglais, les Américains et les Russes, entre 1940 et 1945, avaient suivi l'avis erroné de certains selon lequel «la guerre n'a jamais résolu les problèmes – c'est ce qu'on a pu lire sur des tracts distribués en Suisse –, nous serions toujours les sujets du régime nazi¹.»

Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que les critiques se soient mises à pleuvoir dès l'automne dernier sur les puissances, avant tout les Etats-Unis, déterminées à exercer une pression décisive sur l'Irak. Les Allemands, les Français, les Russes et nombre d'autres gouvernements empêchèrent une démarche commune de l'ONU. Seuls les Américains, les Anglais, les Espagnols et quelques fidèles, notamment des pays de l'Est de l'Europe, prirent la décision de recourir à la force pour abattre le régime criminel de Saddam Hussein.

Sous l'influence de résultats de sondages répandus par les médias, qui ne faisaient que refléter des préjugés, une partie de l'opinion s'émut, notamment à gauche; les réactions atteignirent leur point culminant en février et mars. Ce qui caractérisait les manifestations de rue, c'est une tendance à un anti-américanisme crasse et à un pacifisme primaire. Il n'est pas surprenant que les manifestants aient omis de condamner le régime despotique de Saddam Hussein, au secours du-

quel, effectivement, ils courraient! Ce n'est pas un hasard si les organisateurs de ces événements, des pacifistes incorrigibles et des anarcho-syndicalistes, (terme cher à Lénine) eurent l'idée d'utiliser des adolescents comme fer de lance, apparemment avec la bénédiction de certains enseignants...

Infirmant de nombreuses mises en garde et des pronostics alarmistes, les troupes de la coalition remportèrent une victoire rapide sur les unités irakiennes qui offrirent souvent un spectacle de débandade. Le régime baasistes s'est effondré comme un château de cartes, fait d'autant plus réjouissant qu'il a permis de limiter les pertes. Les pillages survenus, notamment dans la capitale, ont bien montré à quel point cette dictature inhumaine était fondée sur la terreur, tout à fait dans le sens où l'entendait Montesquieu quand il écrivait que le principe du despotisme est la crainte. Cela illustrait les effets des dictatures quelles qu'elles soient, à savoir la disparition de tout esprit civique et de tout sens moral.

¹ BZ, 18 janvier 1991.

Notons en passant que cette situation a fait apparaître la légitimité d'une action indépendante de l'ONU, ou extérieure à cette l'organisation, lorsqu'il s'agit de mettre fin à l'oppression, la brutalité et la dictature, comme l'OTAN l'avait fait à juste titre en 1995 en Bosnie et en 1999 au Kosovo.

La coalition, qui a su s'imposer militairement en moins d'un mois au prix de pertes minimes, se trouve en présence d'une tâche difficile: pacifier un pays qui n'a rien connu d'autre depuis quarante-cinq ans que la dictature, dont à l'évidence certains partisans n'ont été ni désarmés, ni éliminés. Aussi serait-il naïf de croire, comme le font nombre de journalistes, que des pertes pourraient être évitées durant cette phase de pacification. On relate qu'entre le 1^{er} mai et début juillet, 28 soldats alliés ont été tués et plus d'une soixantaine blessés.

L'explication se trouve dans la nature du régime déchu, la propension au fanatisme d'une partie de la population et une appréciation inexacte du commandement américain. Ce dernier, après avoir surestimé dans un premier temps la résistance irakienne, a ensuite sous-estimé les difficultés inhérentes à

l'occupation. A la base, il y a un problème de sous-effectifs! A elle seule, la capitale compte plus de 4 millions d'habitants, le pays 24 millions. La coalition disposait en juin de quelque 150000 soldats. Il n'est pas étonnant que le contrôle qui s'impose à la lumière de ces faits présente de sérieuses lacunes.

On se heurte à ce même problème en Afghanistan. L'aviation vient facilement à bout de n'importe quel adversaire offrant une cible payante, alors qu'il revient aux troupes terrestres d'achever la conquête du terrain; comme on aimait à le dire durant la guerre de 1914-18, «L'artillerie conquiert, l'infanterie occupe». En dépit des progrès techniques, de la mobilité, des transmissions instantanées, une présence suffisante de soldats – des deux sexes! – sur le terrain reste indispensable: infanterie, grenadiers, blindés et police militaire. Méconnaître cette réalité équivaut à rejoindre les illusions que caressent nombre de responsables politiques.

Tout cela m'amène à conclure qu'il est grand temps que la politique helvétique se tourne résolument vers ses propres affaires! Le début de la campagne des alliés contre le régime irakien a offert à la majorité

des groupes du Parlement suisse l'occasion de faire, par leurs déclarations à la tribune, la démonstration de leur incompétence en matière de stratégie. Deux exceptions méritent d'être relevées, les radicaux et les libéraux!

Une tâche essentielle de la politique, c'est de garantir l'aptitude à la défense. Présentement, cette aptitude est menacée par le refus du gouvernement de mettre à la disposition de la défense des crédits suffisants. Sans mettre gravement en cause la crédibilité de la défense, on ne peut pas en effet économiser en onze ans (entre 1991 et 2002) plus de deux budgets annuels, puis affirmer à partir de 1998 qu'on veillera dorénavant à assurer des budgets stables pour la défense et annoncer finalement, en 2003, que cette même défense va être mise une nouvelle fois à contribution.

Or, le Conseil fédéral savait parfaitement qu'en 2001, le chef du Département estimait le coût annuel de la modernisation de l'armée à quelque deux milliards de francs sur une période de quinze ans!

D. B.